

## Contribution : Mettre nos réponses au chômage au cœur de notre programme

[anne.debregeas@gmail.com](mailto:anne.debregeas@gmail.com) (PG94)

### 0. Avant-propos : pourquoi cette contribution ?

La montée de l'abstention, la désorientation d'un nombre croissant de citoyens, le désintérêt pour la politique tient en grande partie au sentiment qu'aucun parti ne semble savoir que faire pour sortir de cette crise – et en particulier de la spirale infernale du chômage.

Le Parti de Gauche ne déroge pas vraiment à cette règle : nous ne donnons pas de solutions claires à cette crise du chômage. Nous parlons de *meilleure indemnisation du chômage*, de *supprimer les licenciements boursiers*. Mais de telles mesures, si elles sont essentielles à la qualité de vie des chômeurs et des salariés, ne constituent pas une réponse au chômage.

Pourtant, le chômage n'est pas lié à une fatalité mais à la simple absurdité du modèle économique libéral.

### 1. Ne pas compter sur l'emploi privé pour résoudre le chômage

Les politiques de l'emploi ont, jusqu'ici, toutes échouées car elles partaient d'un même principe : l'emploi ne pourrait être créé que dans le secteur privé. Toutes les mesures d'aide, aussi inefficaces soient-elles et quel que soit leur coût, sont alors justifiées par la nécessité de combattre le chômage : baisse des « charges sociales » au risque de déséquilibrer les comptes des systèmes sociaux, aide aux bas salaires au risque de tirer vers le bas l'ensemble des grilles de salaires, « simplification » du droit du travail au risque de généraliser la précarité ... et peu importe le type d'emploi que l'on espère ainsi créer, fut-il inutile socialement, voire nuisible.

Or les entreprises privées n'ont pas pour objectif de créer de l'emploi, mais de faire des bénéfices : si leur carnet de commande est suffisant, si la création d'emplois supplémentaires leur permet d'augmenter leur marge, alors elles embaucheront. Sinon, elles ne le feront pas.

L'emploi public, lui, a jusqu'à présent été considéré comme une charge : le seul objectif était donc de le réduire. On annonce ainsi en pleine crise de l'emploi des suppressions de postes de fonctionnaires comme autant de victoires !

Pourtant, à y regarder de plus près, les emplois publics coûtent bien moins cher que les emplois privés : alors que le président du Medef réclamait, début 2014, pas moins de 100 milliard d'euro de baisse de charge sur 5 ans pour créer 1 million d'emplois nets sur la même période (sans aucun engagement, évidemment, et alors que l'expérience montre que cela ne fonctionne jamais), la création d'un million d'emplois publics au niveau moyen des salaires du public (2460€ net par mois, 2970 € brut par mois en 2012) coûterait à peine 30 Mds d'euros par an en brut, et 15 Mds en net <sup>1</sup>(après déduction des rentrées immédiates – cotisations supplémentaires pour la retraite, la Sécu, impôts directs ...), avant prise en compte des effets induits sur les emplois privés et la relance de l'activité. Par ailleurs, le

---

<sup>1</sup> Les différents chiffrages convergent et sont disponibles sur demande. Voir en particulier <http://autretravail.free.fr/?p=47>

44 résultat est autrement plus sûr : si l'Etat décide de créer un million d'emplois publics, il peut  
45 s'en donner les moyens et avoir un résultat garanti.  
46 Enfin, la collectivité peut décider des créer les emplois les plus utiles socialement, après  
47 délibération démocratique – dans la santé, l'éducation, la petite enfance, la dépendance, la  
48 culture la Recherche, la transition énergétique (développement de filières de production  
49 d'Energies Renouvelables, de filière d'isolation thermique des bâtiments, d'infrastructures de  
50 transport en commun,...) de BTP ou autres. Cela permettrait de se réappropriier  
51 collectivement des pans abandonnés aux intérêts privés, et de s'orienter vers un modèle  
52 écosocialiste.

53

## 54 **2- Les deux piliers de notre réponse au chômage : emploi public et réduction du temps de** 55 **travail**

56 Nos réponses au chômage doivent s'intégrer dans notre projet de société : remettre l'humain  
57 au centre, et l'économie à son service. Cela signifie partir des besoins pour créer des emplois,  
58 puis partager le travail si tous les besoins essentiels sont couverts, et non attendre en vain  
59 une hypothétique croissance sans se soucier des conséquences pour la planète, et se plier  
60 aux desideratas des patrons « puisque ce sont eux qui créent l'emploi ».

61

62 L'emploi public est non seulement un moyen de développer un modèle social beaucoup plus  
63 avancé, avec de meilleurs services publics, un accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à la  
64 Justice plus juste, la mise en place d'une réelle politique de transition énergétique, mais il est  
65 aussi une réponse essentielle au chômage.

66 Avancer un chiffre d'emplois publics à créer permettra de marquer les esprits : 1 million par  
67 exemple. On pourrait également revendiquer la création d'emplois publics jusqu'à  
68 disparition du chômage, l'Etat devenant alors « employeur en dernier ressort », garant du  
69 droit constitutionnel à l'emploi. Cela sera à débattre collectivement.

70

71 Une telle mesure créerait un vrai espoir pour tous les chômeurs, sans emplois, précaires, parents de  
72 jeunes confrontés à l'absence de débouchés... c'est-à-dire à presque tout le monde.

73

74 En parallèle, le mouvement historique de diminution du temps de travail doit reprendre, il faut  
75 mettre fin à cette absurdité qui veut que dans une société où plus d'un actif sur 5 est privé d'emplois,  
76 les autres devraient travailler plus – chaque année, mais aussi sur la vie avec le recul de l'âge de  
77 départ à la retraite. Nous devons donc revendiquer une réduction du temps de travail (32h avec une  
78 période de transition) mais aussi une retraite au moins égale au SMIC pour tous à partir de 60 ans (et  
79 moins pour les travaux pénibles et les carrières longues).

80

81 En complément, les délocalisations et le dumping social, fiscal et écologique doivent être combattus  
82 non pas par un alignement – finalement impossible – sur les normes les plus basses, mais par un  
83 protectionnisme solidaire dont l'objectif principal serait d'établir des taxes aux frontières du pays  
84 permettant de rétablir l'égalité des coûts de production – et éventuellement de pénaliser les  
85 transports polluants de biens.

86 Ce protectionnisme doit avoir lieu à la maille nationale, puisque c'est à cette maille qu'existe une  
87 unité des normes sociales, fiscales et environnementales.

88

89 **Conclusion :**

90 Nous proposons, par cette contribution, d'acter les réponses au chômage comme une priorité. Les  
91 mesures phares que nous proposons (emploi public, réduction du temps de travail et  
92 protectionnisme solidaire) pourront être débattues dans les prochains CN.